

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, la réponse à cette question est très brève. Le gouvernement du Canada avait, de fait, communiqué avec l'ambassade de la Turquie avant cet incident et, à ce moment-là, c'est-à-dire au moment de ces entretiens, le personnel de l'ambassade s'était dit satisfait des mesures de sécurité qui avaient déjà été instaurées à la demande du gouvernement du Canada.

L'EMPLOI D'AGENTS DE SÉCURITÉ

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, vu que nous savions que des menaces avaient été faites, le gouvernement du Canada avait-il discuté de la situation avec les représentants de l'agence Pinkerton, qui fournit des services de sécurité à diverses ambassades d'Ottawa, pour déterminer si, d'après eux, leur employé à l'ambassade était en mesure de faire face à une situation qui était nettement plus tendue que d'habitude depuis trois semaines?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, comme il est plus prudent d'être discret pour ne pas compromettre les mesures de sécurité en vigueur, la meilleure réponse serait sans doute d'expliquer à l'honorable député et à ses collègues que les services des agents de sécurité sont fournis en vertu de contrats signés par l'agence Pinkerton et la Gendarmerie royale du Canada à la demande du ministère des Affaires extérieures.

LES INDIVIDUS QUI ONT ATTAQUÉ L'AMBASSADE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire en deux volets au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il peut peut-être nous dire si l'on avait signalé à l'agence Pinkerton que la situation était particulièrement dangereuse pour les Turcs à l'heure actuelle. Deuxièmement, le gouvernement a-t-il découvert la nationalité des deux individus arrêtés à l'ambassade aujourd'hui et sait-il s'il s'agit de résidents du Canada ou de résidents d'un autre pays qui seraient venus au Canada pour attaquer l'ambassade de Turquie?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, en ce qui concerne ceux qui ont été arrêtés et qui sont maintenant sous la garde de la police, le député conviendra certainement que ce ne serait pas du tout approprié de dire qui ils sont avant même d'avoir décidé quelles accusations doivent être portées contre eux.

M. Deans: Je ne demande pas leur nom.

M. Nielsen: Quant aux détails de l'enquête en cours, ce serait tout à fait inopportun de parler de la nature, de la portée ou de tout autre aspect de cette enquête parce que cela pourrait empêcher que les accusés soient traités équitablement par le système judiciaire du Canada.

* * *

LES ARMES SPATIALES

LES ENTRETIENS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—
L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux

Affaires extérieures et concerne les entretiens qu'auront en fin de semaine le premier ministre et le président des États-Unis. Nous comprenons que deux heures d'entretiens officiels ne suffisent pas à couvrir toutes les questions d'importance vitale, mais le ministre conviendra avec nous, je crois, qu'avec le début aujourd'hui des pourparlers de Genève sur la limitation des armements, la question de la limitation des armements devrait en être une d'importance vitale, surtout en ce qui concerne la position des Américains.

• (1430)

A cet égard, je veux poser une question au ministre au sujet de la déclaration que le sous-secrétaire d'État américain à la Défense a faite devant le Congrès, à savoir que les négociateurs pouvaient discuter de la façon de coordonner le déploiement et l'installation graduelle des systèmes de défense stratégique, mais non de leur suppression. Cela vient carrément à l'encontre de la politique du gouvernement canadien qui croit que le projet de guerre des étoiles ne devrait pas être poursuivi. Je demande donc au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le premier ministre se propose de soulever auprès du président Reagan la question des négociations sur la limitation des armements et de la position américaine. En particulier, insistera-t-il pour que les Américains présente le projet de guerre des étoiles à la table de négociation et essaient de négocier l'interdiction de tout déploiement d'armes en vue d'une guerre des étoiles?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la question de la limitation des armements fera évidemment partie des entretiens du sommet historique qui aura lieu en fin de semaine à Québec. Si le député s'inquiète du déploiement d'armes dans l'espace, il devrait savoir que cette question est déjà à l'ordre du jour des négociations de Genève, à la demande explicite de MM. Gromyko et Shultz.

LES POURPARLERS DE GENÈVE SUR LE CONTRÔLE DES
ARMEMENTS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, il importe que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures clarifie ce point, car il est évident, à en juger par les propos du secrétaire d'État à la Défense, que la partie la plus importante et la plus dangereuse du programme de déploiement d'armes dans l'espace réside dans l'initiative de défense de la guerre des étoiles. Les Américains disent ne pas être disposés à en négocier. Je pose à nouveau la question: le gouvernement canadien s'engage-t-il à insister vivement auprès du président des États-Unis lors de ses entretiens pour que ses négociateurs acceptent de discuter de la guerre des étoiles et mettent cette question sur la table afin que l'on ne poursuive pas cette initiative dans l'espace intersidéral et que nous puissions en arriver à un accord en vue d'une meilleure stabilité internationale?